N° 30. 20 Novembre 1869 IIme année

LE PEUPLE POLONAIS





Organe de la Démocratie slave

JOURNAL BI-MENSUEL PARAISSANT LE 1er ET LE 15 DE CHAQUE MOIS.

Fais ce que dois, — advienne que pourra !

Le prix d'abonnement :

	Trimestre.	Semestre.	Année.
Suisse	1 fr. 65	3 fr. —	5 fr. 40
Italie	1 » 70	3 » 10	5 » 70
France, Belgique, Allemagne, Pologne, pays Danubiens	1 » 80	3 » 35	6 » 20
Espagne, Angleterre, Danemark, Turquie et Grèce	2 » —	4 » —	7 » —

Le prix du numéro, 30 centimes.

Les lettres non affranchies seront rigoureusement refusées.

L'argent et les demandes d'abonnement doivent être adressés :

A **Genève**, au bureau de la Rédaction, 3, rue du Mont-Blanc;

A **Paris**, 16, rue Tournon, librairie de Luxembourg, ou à M. Bronislas Gruczynski, 31, chaussée du Maine.

Tout actionnaire du journal et tout réfugié politique jouissent d'une remise sur le prix d'abonnement (le port non compris) en raison de 20 %.

La Rédaction accepte des *annonces* à insérer, à 25 centimes la ligne.

A NOS ABONNÉS

Le retard du numéro actuel provient de la maladie du rédacteur en chef du journal. — Nous espérons qu'on voudra bien nous excuser de ce fait aussi ennuyeux qu'exceptionnel.

La Rédaction.

LA SLAVIE ET LES RUSSES

Que le titre de cet article n'induise pas en erreur le lecteur, *le Peuple polonais* ne s'est pas converti en disciple des théories *tourano-russes* de MM. Duchinski et Ce. — Les Russes sont bien slaves pour nous, quoique nous reconnaissions les habitants de la Volga et de l'Oka comme étant le produit d'un mélange de la race des anciens Finois (Méria et Wiess), avec les colons de Pskow et de Smolensk; c'est que nous savons, à n'en pas douter, qu'il n'existe pas un seul peuple slave sans mélange; mais encore et surtout parce que les Russes tiennent à passer pour Slaves. C'est à ce titre seul que les Russes, même Osten-Saken, Berg, Orbeliani, sont des Slaves à nos yeux; tout comme le français Chopin, le saxon Hauke et le juif Epstein sont des Polonais, tout comme MM. Wielopolski, Rzewuski et Witkowski sont des Russes; car tel est le désir prononcé de chacun d'eux. Hors de la science, en politique la démocratie ne peut admettre d'autre ethnologie.

Nos adversaires n'omettront pas de nous déclarer en contradiction avec nous-mêmes : comment avec de telles idées sur la nationalité, pouvons-nous ne pas être partisans du suffrage universel? — Mais il nous paraît qu'il n'y a nulle contradiction dans nos paroles. Nous repoussons le plébiscite *actuellement*, précisément parce que nous le croyons être le droit le plus essentiel et le plus sérieux d'une nation affranchie. C'est dire que le plébiscite ne sera à nos yeux qu'un escamotage, tant que nous verrons les masses ignorantes d'esclaves affamés à la place des nations souveraines d'elles-mêmes. Autant qu'à la place des droits règne la force, il n'y a pas à rêver le plébiscite comme expression de la volonté nationale; ce sont les actes seuls qui peuvent et qui doivent le remplacer.

Or, les actes des Russes de toutes convictions prouvent leur désir de passer pour Slaves; la théorie démocratique ne peut pas leur refuser ce droit.

Mais autre est le côté pratique de la question.

Il y a des Slaves (notamment des Russes), qui cherchent leur *unité* dans l'annexion de tous les pays slaves à l'empire russe, sacrifiant ainsi à cette unité la liberté et l'indépendance nationale. — Il y a des Slaves (non Russes), qui cherchent cette unité dans la fédération des pays slaves, précisément pour sauver cette liberté et cette indépendance.

Nos lecteurs le savent, nous appartenons corps et âme à ces derniers.

Jusqu'ici, nous nous sommes adressés, en général, aux peuples slaves auxquels appartient la majorité de nos coreligionnaires, et en particulier à nos compatriotes, en leur prouvant qu'il n'y a plus de salut pour la Pologne hors d'une telle fédération, surtout depuis que nous avons à notre droite l'empire germanique de 40 millions d'hommes, et à notre gauche l'empire russe composé de plus de 60 millions; ces deux empires reconnus et acceptés par l'Europe entière.

Mais il nous semble de notre devoir de nous adresser aussi à la minorité de nos coreligionnaires politiques qui, malgré leur qualité de Russes, veulent comme nous l'alliance volontaire et fraternelle, au lieu d'une unité forcée de troupeau, — qui cherchent comme nous l'harmonie dans les diversités et non pas dans la soumission au despotisme. Peu nous importe le nombre et la force de ces coreligionnaires russes; si peu nombreux qu'ils soient, leurs droits d'élever la voix dans notre concile anti-esclavagiste de la Slavie est incontestable : ne luttent-ils pas aussi contre ce même despotisme qui nous menace?

Cependant en parlant de la démocratie russe, il est de notre devoir de distinguer celle-ci des quasi-révolutionnaires russes, poétisant le brigandage sur la grande route (voir les proclamations Bakounine; *le Peuple polonais*, n° 29). Un tel *parti* n'existe chez aucun peuple slave. — Partout il y a des malheureux cherchant dans ce vertige du désespoir une issue au despotisme politique et social qui nous accable; aussi ce crime est le plus puissant *corpus delicti* contre la tyrannie dépravante. Mais autant qu'il y aura dans la Slavie un seul démocrate, le brigandage, l'assassinat et l'escroquerie seront toujours considérés comme des crimes odieux; et parlant de la démocratie slave, nous n'exceptons pas les démocrates russes, — il est humiliant d'avoir à le dire, mais il serait plus humiliant encore de laisser, par la silence, cette folie criminelle compromettre nos amis russes. Que les prétendus *révolutionnaires*, brigands et escrocs, prêtent leur concours aux panslavistes; ceux qui acceptent le joug du czar *comme moyen*, sont condamnés par la logique d'accepter la formule que « tous les moyens sont bons. » — Notre démocratie est moins *radicale* : elle repousse le czar, le brigand et l'escroc, soit comme but, soit comme moyen!

Mais nous tournant du côté des vrais démocrates russes, nous en devons distinguer aussi les deux courants opposés. — Les uns parmi eux désirent, comme nous, une fédération slave sans Russie, considérant cette fédération comme une arme infaillible pour anéantir le joug allemano-tartare qui pèse sur leur patrie et qui menace la Slavie entière. — Les autres, au contraire, parviennent à faire de ce joug une abstraction, et ils voient dans une fédération slave sans Russie, une insulte et une injustice : « une intrigue polonaise, jésuitique et vengeresse. »

Cette dernière épithète, ainsi que l'accusation de la Pologne, est de fraîche date, un fruit de la scission de deux courants, certifiant que l'idée de l'union slave a passé de la théorie à la vitalité. La lutte sans injures est illusoire! — Quand le créateur de cette école en Russie, Pestel, rêvait sa fédération de *toute* la Slavie et partageait son empire en nations et tribus indépendantes, il n'injuriait personne, mais il s'efforçait de convaincre; car il lui manquait des adversaires, — il n'avait que des ennemis ou des incrédules. Mais quand les incrédules ont acquis la foi, quand le rêve est devenu une doctrine, sujette, comme telle, à une analyse raisonnée; quand se présenta ensuite la question de savoir si la Russie devait entrer immédiatement dans une telle Fédération, ou s'il fallait remettre à un temps plus éloigné son admission dans l'alliance constituée et affermie? Quand parut cette question fondamentale, les partisans de la fédération panslaviste se mirent à bouder et à injurier.

Laissons-leur cette satisfaction et tâchons de continuer notre polémique, sans suivre cet exemple peu engageant. Cette polémique d'ailleurs doit être bien courte, nous avons la ferme volonté de ne point laisser franchir les limites de cette question simple et catégorique : Nous demandons à ces Slaves russes : voudraient-ils, *s'ils n'étaient Russes*, laisser entrer la Russie dans la fédération?

Pour faciliter la discussion, nous dispensons de répondre à ceux parmi les Russes pour lesquels le czarisme « n'est qu'une forme extérieure », « qu'un uniforme sans importance; » — nous voulons faire un pas, pourtant bien téméraire : supposons la Russie devenue république, tiendraient-ils à avoir cette république dans la fédération?

Voudraient-ils une représentation en commun avec un État fort de son unité sans égale et peuplé de 40 millions d'hommes, dont le rêve suprême est la prédominance de cet État? Et qu'ils ne s'avisent pas de nier ce fait; nous leur opposerions dans ce cas les paroles des Russes, comme Tcherniszewsky et Serno-Solowiewitch, prouvant que ces fédéralistes eux-mêmes ne rêvent pas autre chose en prêchant « la *délivrance* de la Slavie par la Russie!... »

Nous repoussons la théorie théologique de nations élues. Nous savons que le peuple sauvage d'aujourd'hui peut se placer, dans l'avenir, à la tête du monde civilisé : Jules César disait que les habitants de la Grande-Bretagne de son époque étaient même incapables d'être bons esclaves!.... Mais n'attribuant les tendances actuelles du peuple russe qu'à la fatalité de son histoire (de sept siècles), il serait néanmoins impossible de considérer le czarisme comme une plaie extérieure due à l'intrigue ou à l'ambition de quelques partis de privilégiés. Actuellement, le czar est la religion du peuple russe. Et tout en le disant, nous ne croyons pas le czarisme éternel en Russie. En Italie et en Espagne, le papisme était aussi bien le culte national, mais le temps et les hommes sincèrement dévoués à leur patrie ont démontré au peuple son erreur grossière.

Le temps fera aussi son œuvre en Russie, nous n'en doutons pas le moins du monde; voilà pourquoi, croyant la fédération slave d'une nécessité immédiate, nous remettons aussi à ce même temps le soin d'introduire plus tard la Russie dans cette alliance libératrice des nations slaves.

C'est que le czar est une idée en Russie, c'est un culte, une incarnation de l'*esprit actuel* dominant dans ce pays, et cet esprit, c'est la force brutale, c'est la domination à tout prix, la soumission à la sainte Russie de tous et de tout.

Pougatchew, le chef le plus populaire de la révolte russe, soulevant le peuple au nom de son droit sacré à la terre qu'il cultive, au nom de son droit de confesser sa vieille religion (le Roskol); Pougatchew a dû se cacher sous le nom de Pierre III, le czar le plus méprisé et le plus féroce de sa famille même. — Antoine Pétrow, pour soulever les paysans de Kazan contre les tchinowniks et les nobles, a dû s'emparer du nom plus ridicule qu'important du grand duc Constantin! — Le peuple russe se plaignant d'une injustice quelconque, ne dit-il pas naïvement que c'est le *gouvernement* qui est fautif, et non le czar-père?...

Quand la Russie aura ses Huss, ses Kosciuszko, ses Kilinski et ses Glowacki; quand ses héros pourront apparaître aux yeux de la nation sous leurs noms véritables; quand le peuple russe les suivra s'étant pénétré de leurs idées, au lieu de prendre leurs paroles pour des *ordres* d'un Pierre III, d'un Paul Ier ou d'un Constantin quelconque; alors la Slavie n'aura plus à redouter l'alliance russe, et quoi qu'en disent et quoi qu'en fassent les Duchinski, — les confédérés slaves tendront avec empressement la main à cette nation sœur. Mais avant cette transformation, aucun Slave sensé, aucun Russe sincèrement sympathique à la Slavie ne saurait vouloir ou conseiller une alliance aussi homicide et monstrueuse.

Quant à ceux des Russes qui partagent nos vues et nos idées sur la question slave, nous n'avons que peu de chose à leur dire.

Cette situation étant donnée, quel est leur rôle dans notre question d'Orient? — Selon nous, ce rôle est double, mais également pénible. A l'intérieur, chez eux, ils n'ont qu'à combattre la racine du mal de leur patrie, le czarisme, et cela moins comme force matérielle, mais plutôt et surtout comme dogme, comme un culte du peuple primitif. — Le chemin est déblayé, — l'esclavage *légal* est aboli; c'est aux démocrates russes à convaincre le peuple que le mal est dans l'organisme national, dans sa foi, dans ses espérances, dans son idolâtrie du despotisme.

De l'autre côté, c'est aux démocrates sincères de la Russie d'apaiser et de paralyser la fougue guerrière ou *libératrice* de leurs compatriotes. La guerre de Crimée a dû convaincre les plus aveugles, qu'autant que la Russie fera des conquêtes, autant le czarisme sera inattaquable aux yeux du peuple.

L'ignorance et l'ambition, voilà les deux fléaux de la Russie. Aux démocrates de les combattre sous toutes les formes : soit comme la naïve exclamation du paysan qui dit : « Le czar est notre père, — le monde entier doit être esclave du czar-blanc (Bielyï czar)! » — Soit comme la déclamation emphatique d'un journaliste *libéral* qui paraphrase ainsi cette même naïveté : « Le czar est l'expression de notre génie national, et nous introduirons notre civilisation dans le vieux monde pourri! »

Ce rôle est connu d'ailleurs de tous les vrais démocrates russes; ces conseils ne sont pas de notre invention : la jeunesse russe les a entendus des hommes les plus éminents de son pays. Le saint martyr Tcherniszewsky, son héroïque et dévoué ami Serno-Solowiewitch, Dobroloubow, Michaïlow et tant d'autres, ne leur disaient pas autre chose. Voilà les Russes de cette trempe que la démocratie slave ne repoussera pas! membres réels de notre alliance, ils sont des nôtres; ornement et honneur de la Russie, ils font notre espoir et notre foi.

Il y a des Russes *slaves*, et avec ces Russes nous vaincrons un jour les Russes *de l'Asie*; mais nous les vaincrons sans grâce ni pitié, jusqu'à l'extermination : nous en ferons des Slaves libres et paisibles. — Et cela viendra!

ET CELA VEUT REPRÉSENTER LA POLOGNE

Partout où un démocrate propose la suppression d'un privilège, il trouve des opposants; — partout où un socialiste parle de la justice, il se trouve quelque satisfait à double manteau pour l'appeler « buveur de sang. » Mais nullle part on ne trouverait une assemblée dite *représentative* pour montrer avec autant de sans-gêne son manque d'amour-propre et de dignité, que l'assemblée de la noblesse polonaise siégeant dans la diète de Léopold.

On se rappelle la motion du député paysan Wolny, tendant à transmettre aux communes le droit seigneurial sur la vente de l'eau-de-vie, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro. Cette motion, aussi logique que juste, la diète, prise à l'improviste, l'a renvoyée à l'examen d'une commission. — Ce dont les nobles seigneurs se sont le plus effrayés, c'est qu'elle a été présentée par un paysan, et que tous les paysans, Masures comme Ruthènes, catholiques comme grecs, l'ont soutenué.

On comprend facilement la position délicate de ces messieurs : si ç'eût été un de nous autres démocrates qui ait présenté la susdite motion, ils n'auraient eu qu'à le déclarer « agent moscovite prêchant la division; » mais signaler les paysans comme vendus à la Russie, c'est-à-dire 95 % de la population, c'était se condamner soi-même plutôt que « ces maudits socialistes. »

Or, il ne leur restait qu'un moyen, c'était de diviser ces paysans députés : trouver parmi eux, ne fût-ce qu'un seul, qui puisse parler en faveur *des droits* de la noblesse. C'est bien dans ce but qu'on a renvoyé cette motion à la commission.

Dans dix jours l'affaire fut faite, et le 22 Octobre, le noble député, M. Rogawski, pressait la commission de hâter son rapport sur cette gênante affaire. — Nous copions textuellement :

Krzeczunowicz (rapporteur de la Commission). — La Commission n'a pas eu le temps d'examiner la motion de Wolny; la Commission l'a trouvée vaine et de peu d'importance. (*Voix de quelques naïfs :* Pardon! c'est très-grave!) Mais puisqu'on a soulevé cette question, je me permettrai de démontrer combien les considérants de cette motion sont vains et absurdes. Ainsi, M. Wolny affirme que le droit de vente de l'eau-de-vie a été annulé par la patente de 1848, et pourtant ce n'est pas à M. Wolny à décider si ce droit a été annulé ou non (*Hilarité*), vu que le statut le déclare comme non annulé. Ensuite, M. Wolny soutient qu'il y a une connexion entre ce droit et l'ancien droit seigneurial de juridiction, ce qui est faux (*Voix nombreuses :* Cela n'est pas faux, cela est vrai!). Ah! s'il en est ainsi, la Commission saura mieux que moi combattre les conclusions de M. Wolny *quand elle en aura le temps, et si elle ne le faisait pas, ce serait une preuve qu'elle la trouve ne méritant pas une réponse.* (Jeżeli nie odpowie, to nie warto było).

Skrzynski. — La motion de Wolny n'est pas de peu d'importance, comme l'a dit l'honorable député Krzeczunowicz; elle n'a aucune importance. Mais il ne s'agit pas de la motion, — il s'agit qu'ici, dans cette salle de la diète, *quelqu'un a osé* (ktoś smiał) parler de la sorte contre le droit sacré de la propriété et induire ainsi dans l'erreur (bałamucić) une partie des députés. La motion de Wolny et son développement est une insulte envers la Diète, et elle serait un crime de lèse majesté (obraza majestatu) si une pareille loi pouvait être soumise à la confirmation de la couronne.

Pr. Adam Sapieha (voyant que ce mameluc est allé trop loin). — Considérant que la motion de M. Wolny a été appuyée par les députés paysans, il serait impossible d'aborder la discussion générale (Il s'agissait du *rachat* de ce droit aux propriétaires, en leur payant une somme exorbitante. Voir plus loin la séance du 25 Octobre); il faut avant tout démontrer les erreurs de cette motion, *autrement la loi que la Diète doit voter rencontrera une opposition générale chez les paysans du pays entier.*

Comte Wodzicki. — Les honorables députés, Sapieha et Skrzynski, pourraient avoir raison si la Diète était une école; mais la Diète a une autre mission : elle approuve ou elle rejette.

Skrzynski. — Si la Diète a pu être école *du communisme*, elle peut aussi être école de la justice (!) et de la **moralité publique** (!!!).

« On n'est trahi que par les siens! »

En effet, ce trop zélé M. Skrzynski a gâté tout l'effet de la démonstration préparée pour la séance du 25 Octobre. On a réussi à préparer pour ce jour deux paysans : un Masure et l'autre Ruthène, pour plaider la cause de la szlachta, c'est-à-dire « de la justice et de la morale publique. »

Voici ce qu'on a fait dire au *Ruthène*, le défenseur des popes et de la szlachta :

Kowbasiuk. — Qui veut que sa propriété soit respectée, doit respecter celle d'autrui. (C'est très-vrai, M. Kowbasiuk; on ne demande que le respect de la propriété du peuple). — Sortant de cette vérité, je suis opposé à la motion du député Wolny, et je déclare, *comme paysan*, que je ne partage pas *les principes du communisme*. — (Voyons, frère Kowbasiuk, savez-vous ce que c'est que le communisme? pourquoi dire ce que vous avez entendu dire chez les nobles, mais que vous ne comprenez pas, pas plus que ceux qui vous ont dicté votre petite prose!). — Je déclare que nous ne tenons pas, *comme l'affirment les agitateurs égarant le peuple*, à nous emparer des forêts et des prairies. (En êtes-vous sûr, brave Kowbasiuk?) En conséquence, je voterai la motion de la commission. (*Applaudissements bruyants*).

Est-ce vous, M. Sapieha, qui avez improvisé ce *speech?* C'est très-mal réussi; cela prête à rire!

A présent voici «le discours» du paysan Masure (et en dialecte masure pour plus d'effet) :

Laskorz. — Je reconnais que le droit de vente de l'eau-de-vie est une propriété exclusive des grands propriétaires fonciers, et que les paysans n'ont pas le désir de violer ce droit...

On s'apprêtait déjà à applaudir, quand voilà notre malicieux paysan, leur jouant un tour imprévu dans le programme :

Je trouve cependant que la somme projetée pour le rachat de ce droit est exagérée, qu'elle ne répond pas à sa valeur, et cela d'autant moins que cette valeur continue à diminuer sensiblement. Ce droit et cette affaire entière me font l'effet d'un cheval mourant que le propriétaire tient à vendre à tout prix et au plus vite... *(Sensation, indignation)*. Le peuple commence à boire bien moins; le commerce de l'eau-de-vie ne va plus...

Tyszkowski (courroucé). — La tempérance des paysans est dans l'intérêt des propriétaires; quand le peuple se livrant à l'ivrognerie devient pauvre, ce sont les seigneurs vendant l'eau-de-vie qui en souffrent. *(Bravo!)*.

Si spirituel que soit ce sophisme cynique, la majorité, soit par honte, soit par calcul, a ajourné la loi d'indemnisation. Quant à la motion Wolny, cela va sans dire qu'elle a été repoussée par la szlachta polonaise.

Il nous a cruellement coûté de relever cette triste affaire. Mais enfin, il faut que le monde civilisé les connaisse tels qu'ils sont, ces nobles trafiquant, comme les derniers usuriers, ces moralistes prêchant pour la vente de l'eau-de-vie!

Et cela veut représenter la Pologne!

LE COURRIER DE L'ORIENT

Pologne

(P. russe). — A Kiew, après les fêtes quasi-religieuses, dont le métropolitain serbe fut le héros, doivent succéder les fêtes politiques, grâce à la prochaine visite de la czarine. La pieuse souveraine est accompagnée dans son voyage par son frère, le prince Alexandre de Hesse, revenu de son séjour forcé à Caucase, où il a été exilé par son beau-frère pour avoir vendu un bracelet... qui ne lui appartenait pas. — Mais si le métropolitain, la czarine et le prince commerçant ne se trouvent à Kiew qu'en passage, le choléra y paraît avoir choisi sa résidence à perpétuité; voilà depuis plus de cinq mois qu'il se fait sentir, et il va toujours en croissant.

***

Les nouvelles nous arrivant de la Lithuanie, confirment notre conviction que le pays ne souffre pas tant quand la szlachta se querelle avec le czar, que lorsqu'elle se *réconcilie* avec *son monarque*. Quelques terres seigneuriales confisquées en 1863-64 par ordre du gouvernement, ont été données aux communes rurales; à présent que ces terres sont cultivées, on les reprend et on les remet aux propriétaires *légaux*... M. Patapoff, gouverneur général de la Lithuanie, est très *estimé* pour tant de «libéralisme.»

***

Le *Messager de Wilno,* organe officiel du gouvernement russe, publie le tableau statistique du nombre des élèves suivant les cours des gymnases de quatre goubernies de la Lithuanie, depuis 1862 à 1870. Ce tableau se passe de tout commentaire, et prouve une fois de plus les bienfaits de la civilisation russe :

Il y avait :	Polon.	Russes.	Allem.	Juifs.	Tart.	Total.
En 1862	3,301	519	146	109	48	4,124
En 1865	1,569	625	112	207	20	2,533
Pour 1870	1.237	910	138	312	20	2,618

Ce qui veut dire :

Diminution des Polonais et des Tartares — pour plus de 50 %;

Augmentation des Russes 80 %, et des Juifs 200 %.

Diminution générale des élèves presque de moitié.

Ainsi, le programme administratif russe dans les pays de l'ancien grand duché de Lithuanie se résume ainsi : réconciliation avec la szlachta et le catholicisme, pourvu que celle-là combatte la révoluion, et celui-ci *prie* en russe, et guerre à la liberté et à l'instruction. Juste le contraire du programme de la démocratie polonaise : comme cela se trouve!

***

Le *Journal de Varsovie* publie le nombre des étudiants inscrits pour l'année 1870 dans l'université de Varsovie :

Faculté philologique	60
» physico-mathématique . .	246
» juridique	406
» de médecine	324

Que MM. les étudiants n'aiment pas trop la philologie russe, cela se conçoit; qu'ils vont vaillamment apprendre les sciences naturelles, les mathématiques et la médecine en quelle langue que ce soit, cela prouve leur bon sens; mais 406 jeunes gens devant étudier la jurisprudence... et encore la jurisprudence russe! cela nous rend inquiets.

***

Le 21 Octobre, on a ouvert à Poulawy l'Institut russe de l'agronomie et de silviculture. Sont nommés :

MM. Tiutcheff, directeur; Popoff, inspecteur.

Les professeurs sont encore polonais, vu la force majeure.

***

. *(P. prussienne)*.— Il est horrible quelquefois pour un patriote d'être un chroniqueur consciencieux! Nous sommes dans le cas, — que faire, allons-y humiliés et résignés : nos députés polonais ont voté dans le parlement prussien contre le mariage civil obligatoire; ils l'ont voté avec les conservateurs et les catholiques... O Pologne! où es-tu descendue!

***

(P. autrichienne). — Deux questions préoccupent l'opinion publique. Ce sont : la motion «réconciliatrice» des popes de Saint-Iour et l'envoi des délégués au Reichsrath.

La motion est le fruit des efforts de M. Smolka, résultat de l'Union de Lublin, renouvelée le 11 Août 1869.— Il s'agit de reconnaître le droit des «Ruthènes,» à élever leur idiome provincial en langue indépendante. Ce droit est incontestable.— S'il n'y avait qu'un seul homme désirant créer une langue nouvelle, ou perfectionner un dialecte existant, il en doit avoir le droit absolu ; mais il est juste aussi que cette excentricité soit à sa charge. Aussi, cette partie du projet qui parle du droit de fondateur d'une école de statuer dans quelle langue se fera l'enseignement, est des plus logiques et hors de critique. Mais comment décider vis-à-vis des écoles publiques? Dans les endroits habités par «les Polonais» le projet reconnaît qu'on doit enseigner en polonais; où habitent «les Ruthènes» on enseignera en «*ruthène.*» Soit; et là où la population est mixte? — Le bon sens dit que là, comme partout, c'est à la population, à la commune à décider. Mais le bon sens et la «réconciliation,» cela fait deux!

La szlachta et les popes se sont bien réconciliés dans leur haine commune contre tout ce qui touche au droit communal. Ils tiennent tous à l'autonomie de la province, à l'autonomie qui les rendrait maîtres du peuple. On a beau leur dire que ce «ruthène» ne sera qu'un pur russe; les popes eux-mêmes avouent avec une franchise qui les honore, que la langue *russe* est une langue littéraire et civilisée de *leur ruthène*. M. Naumowicz le confesse en pleine assemblée. Les patriotes avertissent ces messieurs que c'est la propagande russe à haute voix, approuvée et facilitée par la diète polonaise. Bagatelle que tout cela! il leur faut le secours de ces popes contre «les prétentions communales des paysans» et pour acquérir l'autonomie galicienne sous le patronage paternel de l'Autriche; pour cela ils sont prêts cent fois à renier la Pologne.

Aussi, devant cet odieux renouvellement de la Targovitza, aidé par la désertion de la démocratie polonaise en Galicie, le sort du pays serait désespéré si le peuple lui-même ne s'était décidé à défendre ce droit directement.

«Si la Galicie veut passer pour libérale en accordant aux prêtres grecs le droit d'enseigner en russe, dit le *paysan* Jakobik, pourquoi ne veut-elle pas aussi patroner les écoles des juifs? qui constituent le dixième de la population en Galicie.»

En vérité, pourquoi?

La Galicie est un pays polonais; il ne peut y avoir que deux méthodes applicables : ou l'instruction par l'État,— alors on ne doit protéger que l'enseignement polonais; ou l'instruction libre, alors on doit remettre aux communes la charge et le droit de statuer. Mais c'est précisément cela que l'on veut éviter; autant qu'on y déclame sur les bienfaits de l'autonomie provinciale, autant on y déteste l'autonomie communale. — Le peuple l'a compris. — Voici ce qu'a dit le député paysan Laskarz, en pleine diète et avec la brutalité d'un homme sincère :

«Dans votre adresse au trône, vous soutenez, Messieurs, que c'est le pays qui demande l'autonomie. Nous avons peur, au contraire, de votre autonomie; nous nous rappelons bien de cette autonomie, *nos dos n'en sont pas encore guéris;* nous ne voulons pas y revenir. Je ne sais pas, il est vrai, écrire, mais je veux qu'on sache que **nous, paysans polonais, nous ne voulons pas l'autonomie provinciale,** car nous en avons peur. Vous ne la désirez, Messieurs, que pour nous gouverner selon votre bon plaisir (1)»

MM. Sapieha, Wodzicki, Skrzynski, etc., ont étouffé les voix des paysans dans la diète n'y constituant que la minorité, — leur parlant : liberté, fraternité, morale, civilisation; mais hors de la diète ce sont les paysans qui constitueront la majorité et ne répondront à ces messieurs qu'un mot : *la justice*, et qu'un fait : la *révolution*. Attendons, et l'on verra si c'est notre «fédération des communes dans l'unité politique de l'État socialiste,» ou bien si c'est votre «fédération des provinces autrichiennes» qui en sortira. Attendons!

— Quant au Reichsrath, on sait que les députés de la diète se trouvaient divisés sur cette question : les uns demandaient l'envoi des délégués, les autres s'y opposaient; ceux-ci tenaient à la présentation d'une demande d'autonomie (la résolution), ceux-là tenaient à ne pas taquiner MM. les ministres. On pouvait s'attendre à mille solutions, et les députés ont choisi la plus absurde : ils ont envoyé les délégués et la résolution. M. L. Borkowski a ap-

(1) *Textuel :* — «Wy, panowie, chcecie samorządu prowincyi aby z nami robić co wam się będzie podobało.»

pliqué le vrai nom à cette décision : « C'est la provocation des poltrons! »

Dalmatie

Les troupes autrichiennes, sans être trop victorieuses, avancent toujours dans les montagnes repoussant les insurgés, qui, au lieu d'avoir des Russes pour chefs, selon les insinuations de la presse antrichienne, sont commandés par des simples paysans, et à leur tête se trouve le vaillant Pancicz, simple campagnard de Zupa. Les insurgés occupent principalement les points suivants : Dragali, Cerkwic, Risano, Lidnic. Les combats se suivent sans résultat décisif.— M. Voïnowicz, maire de la ville de Castelnuovo, se trouve actuellement à Pesth où il a eu plusieurs entrevues avec les ministres hongrois, leur persuadant la nécessité que l'Autriche cède à la population désespérée de la Dalmatie, et dont les demandes sont très-modestes, comme on le sait. On ignore ce que pense là-dessus le ministère magyare, mais quant à l'Autriche cisleitanienne, elle ne paraît nullement décidée à suivre ces sages conseils. — Les troupes turques cernent la Herzégovine de tous les côtés, ce qui ne fait que provoquer l'exaspération des Slaves du sud. — L'Italie aussi, cédant à l'insistance du cabinet de Vienne, a autorisé la soldatesque autrichienne à franchir son territoire pour se rendre en Dalmatie.

Aussi, de fait, c'est la coalition des empires autrichien et turc avec le royaume de l'Italie — contre une seule petite Dalmatie! Il n'y a pas à dire, c'est chevaleresque! Et si, désespérée, cette Dalmatie acceptait le secours venimeux de la Russie, oserait-on l'accuser?

Dernières nouvelles. — La soldatesque autrichienne a fait brûler les villes dalmates : Pobory et Maïny; on pend les Dalmates en masse. — C'est la réponse à M. Voïnowicz.

Russie

Le *Messager du gouvernement* publie les chiffres du déficit. Les communes rurales dans le 26e gouvernement de la Grande Russie, doivent au trésor la somme énorme de 12,795,000 roubles (51,180,000 francs), rien qu'en impôts directs.

C'est que cet impôt est exorbitant : tout paysan, aussi pauvre qu'il soit, doit payer 1 r. 80 k. (7 fr. 20 c.) « par âme. » — Supposant un homme marié et ayant six fils, de 1 à 10 ans, — il est le seul travailleur, et il doit payer pour *sept âmes* 50 fr. 40 c!... Or, il se trouve que la commune, d'après les lois draconiennes, est solidairement responsable; il est donc dans l'intérêt de la commune de le forcer à payer au plus vite, et elle vend aux enchères publiques tout ce que le pauvre diable possède de plus de valeur : son cheval, sa vache, ses outils, etc. Alors, privé des moyens du travail, il s'endette de nouveau, et la commune paye de force pour ce malheureux ruiné.

Tel est le système civilisateur et *émancipateur* russe. Nous nous contenterons de poser aux amis du gouvernement « égalitaire » russe cette petite question : Pourquoi les grandes propriétés foncières des nobles russes ne sont elles pas incluses dans ces communes? Pourquoi ces nobles ne supportent pas aussi cette solidarité?

* *

A côté du titre pompeux de l'*émancipateur*, le czar porte celui de *justicier*. Voici cette justice :

« Dans une ville très-importante de la Russie sud-ouest, on a volé chez *le juge* un service de table. Quelques jours après, le juge voit ce service sur la table du chef de la police locale, ce qu'il communique au procureur. Mais celui-ci lui conseille prudemment de se taire. Pourtant, le fait étant parvenue à la connaissance du gouverneur de la province, le chef de la police reçoit son ordre de restituer au juge son service. Il en a remis... la moitié, et l'affaire n'a pas eu de suite : le juge n'a rien jugé. »

(*Les Nouvelles contemporaines*).

Bohême

La grève des tailleurs, récemment éclatée à Prague, ne paraît pas devoir se terminer de sitôt. On écrit à *l'Égalité* qu'il y a eu déjà trois ou quatre entrevues entre les patrons et les membres de la commission organisée par les ouvriers pour régler les prix du tarif. Mais ces entrevues n'ont abouti jusqu'à présent à rien. Les ouvriers se maintiennent fermement et ils réussiront sans nul doute.

Hongrie

Le 10 Octobre a eu lieu à Altofen une assemblée populaire, où plus de 4,000 ouvriers ont été présents. Un orateur (de Pesth) expliquait, au milieu des applaudissements, la signification et l'importance internationale du grand mouvement ouvrier dans tous les pays. L'assemblée a voté la résolution sur la réduction du travail à dix heures, et a pris des mesures pour assurer la liberté de coalition.

« La réunion, dit le *Volkstimme* auquel nous empruntons cette nouvelle, a eu lieu sur la grande place devant l'Hôtel de ville. Au milieu de la place était érigée une tribune pour les orateurs, au-dessous d'elle flottait un grand drapeau rouge. Du côté de la tribune se trouvait la caserne, d'où les militaires écoutaient les discours avec la plus grande attention. »

Correspondance

—

Un de nos amis nous adresse son article en réponse au nôtre intitulé : **Qui vive?** et publié dans le dernier numéro du *Peuple polonais*.— Organe de la vérité avant tout, nous le publions avec reconnaissance. — L'ironie avec laquelle l'auteur parle de notre ignorance des personnes, la qualifiant du nom de l'*ironie*, ne nous offense pas. Nous n'avons la moindre prétention de connaître tout le monde. M. Bronislas Wolowski étant pour nous un inconnu, nous avons demandé publiquement aux hommes qui le connaissent, *qui est-il?* C'est ce que nous volons pratiquer toujours. Nous avons posé la question: : *Qui vive?* c'est au public à juger de l'écho que voici :

« Prière d'insérer dans le plus prochain numéro du *Peuple polonais :*

QUI VIVE? — UN ESCROC, PARBLEU!

« Une pointe d'ironie fait bien dans un journal, mais pas trop n'en faut, sous peine d'égarer le lecteur du tout au tout, sur le compte des quidams qui en sont l'objet. Excepté les intimes confidents de votre impitoyable sévérité pour les misérables qui parent leurs turpitudes du nom d'émigrés polonais, bien peu de vos lecteurs ont compris votre **Qui vive?** au sujet du sieur Bronislas Wolowski. Tous ceux qui, depuis cinq ans, connaissent ses prouesses, se demandent si c'est sérieusement ou par mauvaise plaisanterie que vous lui cherchez une place politique dans les rangs de l'émigration. Vous savez bien que ce n'est ni un aristocrate, ni un démocrate, mais simplement un chevalier d'industrie de la plus belle venue, qui, quoique bien jeune encore, ayant usé à Paris et à Lyon tous ses tours de mendicité et d'escroquerie, est allé promener *son initiative privée*, comme il a l'impudence rare de le déclarer lui-même, au joyeux et naïf soleil de la Provence.

Veuillez donc expédier le présent numéro du *Peuple polonais*, en manière de loyal avertissement, aux journaux démocrates de « Valence, Montpellier, Nîmes, Marseille, Aix, Avignon, Carpentras, Orange, Bollène, Apt, Isle, Sainte-Cécile, » etc. Le moins que notre gratitude doive à l'accueil hospitalier que ces généreuses cités ont fait il y a trente-sept ans à notre première émigration, c'est de ne pas laisser exploiter impunément leur distraite sympathie par le premier venu qui mettra un *ski* au bout de ses vagabondes ignominies.

Tenez ma signature à la disposition du sieur Bronislas Wolowski, s'il tient à la connaître. »

Faits divers

—

Le roman de Barbara Ubryk. Un de nos amis, récemment revenu de Cracovie, nous communique ce petit récit en circulation, qui, pour être assez vraisemblable, ne nous engage pas à garantir son authenticité.

La pauvre Barbara, étant jeune, s'est éprise d'un jeune Hongrois. Elle était riche; lui pauvre. On lui refusa sa main; elle se sacrifia à Dieu. Mais une fois la belle au couvent, le jardinier des Carmélites facilita, pour une somme modique, des petites entrevues aux deux tendres cœurs.

Le jardinier était pourtant bon catholique, et comme tel il se confessait de temps à autre : les amants furent donc trahis par l'imbécile. Réprimandée par la supérieure, Barbara eut l'imprudence de menacer la sainte sœur : « On sait, lui dit-elle, ce qu'est devenu votre fils! » — La supérieure comprit à l'instant que ce ne pouvait être que le Hongrois qui ait conté ce péché mignon. On s'en est pris à lui. De Cracovie à Vienne, de Vienne à Rome, de Rome à St-Pétersbourg, et c'était en 1849 : le jeune amoureux fut envoyé en Sibérie où il est resté plusieurs années. Mais une fois libéré, il s'est mis à la recherche de sa bien-aimée, c'est à quoi il a abouti, grâce à l'aveu d'une femme de ménage au couvent. Son chargé d'affaires, assuré de la séquestration odieuse de la pauvre fille, a mis sur pied la police, etc. On sait le reste.

On ajoute à ce récit, comme morale, que le Hongrois paye 50 ducats par mois pour l'entretien de Barbara à l'hôpital, et 10 ducats à la pauvre femme qui l'a conduit sur sa piste.

Tout cela se peut; mais ce qui est sûr, c'est que la supérieure a obtenu sa liberté... dans le couvent, et que ce couvent est gardé par la force armée autrichienne.

Pour la Rédaction : A. Szczęsnowicz et Ch. Brazewicz.

Genève — Impr. Pfeffer & Puky.